

Grenoble, laboratoire de l'ensauvagement

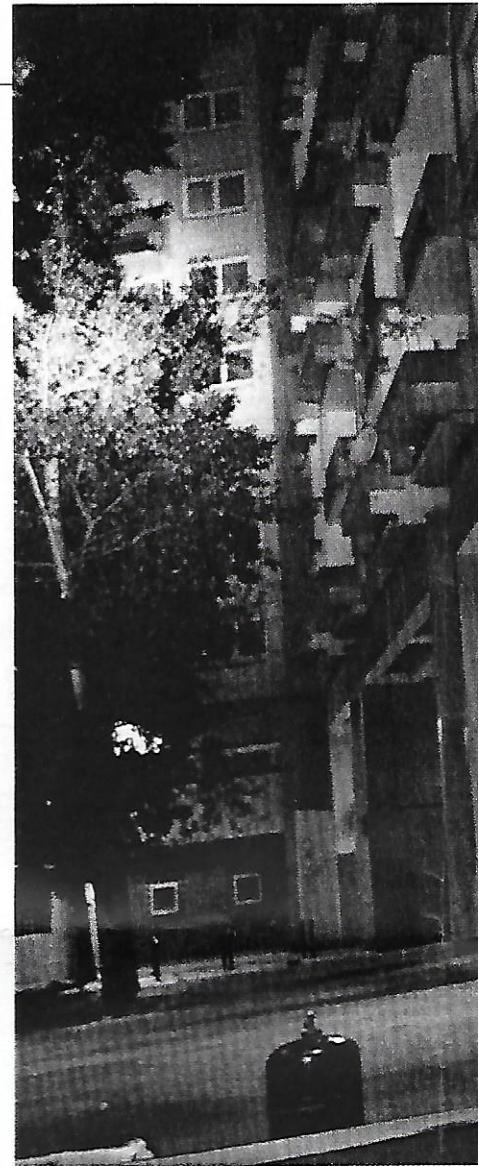
Gangrenée par le trafic de drogue, en proie à une délinquance en pleine expansion, la ville est devenue une gigantesque zone de non-droit. Reportage.

Elle a installé un trépied et fixé un appareil photo. Le téléobjectif est braqué depuis la fenêtre de sa chambre sur le squat en contrebas, au 38 de la rue d'Alémberg. Isabelle Devigne n'est pas de la police, mais, depuis bientôt trois ans, elle documente la vie du quartier et accumule les preuves. De jour, comme de nuit. « *De toute façon, j'ai perdu le sommeil.* » Elle s'arrête. Corrige. « *Disons plutôt que ce n'est plus possible de dormir.* » Elle voudrait faire la sieste en pleine après-midi pour récupérer que ce ne serait pas davantage envisageable. Aujourd'hui, c'est atelier vélo. Dans la cour du « 38 », des punks à chiens, des clandestins, une famille de Roms tambourinent sur du métal, rafistolent des épaves à coups de clé de 12. La veille, « *c'était couscous-partie, barbecue, jusqu'au bout de la nuit.* ». Ou quelque chose du genre. Un concert. Une séance de cinéma en plein air, selon les jours de la semaine et l'humeur des occupants.

Ses plaintes et celles de deux autres riverains s'accumulent sur le bureau de la directrice de la Police nationale de Grenoble. Mais Isabelle Devigne est souvent trop lasse de composer le 17 pour s'entendre dire : « *Courage, madame ! On est de tout cœur avec vous, mais nous, on ne peut rien faire.* »

Eric Piolle, le maire écologiste de la ville, qui a racheté cette ancienne école à l'abandon, n'a pas daigné répondre à un seul de ses courriers et n'entend pas évacuer ce squat. Les autres habitants du quartier Saint-Bruno préfèrent se murer dans le silence, se terrer chez eux, volets fermés, plutôt que de risquer des représailles. Comme s'ils s'étaient « résignés à l'enfer ».

Pourtant, si l'on s'en tient à la communication officielle de la plus grande ville des Alpes, Grenoble, ainsi que l'indiquent les panneaux à l'entrée de la municipalité, serait une « *métropole apaisée* ». Dans le centre-ville, les voitures voient leur vitesse limitée à 30 kilomètres-heure, mais les jeunes circulent à scooter sans casque et s'adonnent volontiers, cours de la Libération, à des rodéos furieux, sans craindre d'être inquiétés. L'écologie, la lutte contre le réchauffement climatique sont une priorité. La sécurité beaucoup moins, sorte de trou noir dans la couche de neurones des édiles. Élisa Martin, la première adjointe d'Eric Piolle, n'est-elle pas responsable de la « *tranquillité publique* » ? Terrible euphémisation de la réalité pour une ville qui, en quelques années, est devenue la capitale française des faits divers. Cet aveuglement doctrinaire exaspère les Grenoblois autant que les forces de



l'ordre. « *Il pense quoi, Éric Piolle, que Grenoble est une cité balnéaire ?* », s'emporte Yannick Biancheri, du syndicat Unité SGP Police.

Une sorte de « Chicago français »

Selon les chiffres du parquet de Grenoble, les atteintes aux personnes ont augmenté de plus de 18 % et les violences non crapuleuses de près de 22 % sur les premiers mois de l'année. Tant et si bien que la délinquance générale est aujourd'hui de 53 % plus élevée que dans les autres agglomérations de taille similaire. Cette insécurité n'est pas le propre de certains quartiers qu'il faudrait éviter. Lorsque, quelques jours avant de partir en reportage, nous demandons à Alain Carignon,



L'AUFRÉN CIPRIANI/AF/ISPA

ancien maire de la ville, de nous préciser quelles seraient les zones de non-droit où enquêter, la réponse fuse, presque définitive : « Grenoble n'est plus qu'une immense cité. » Matthieu Chamussy, à la tête de Réussir Grenoble, liste d'opposition au maire écologiste, aimeraient être plus mesuré. « *On peut encore se promener dans la ville, tempère-t-il. Nous ne sommes pas à surveiller en permanence nos portefeuilles. Et pourtant, la violence peut frapper partout et tout le temps. Pas forcément à Mistral, Teisseire ou La Vileneuve. Et pas forcément entre 21 heures et 4 heures du matin.* »

Le 6 septembre, c'est un ingénieur de 47 ans qui a eu droit de figurer à la rubrique fait divers du *Dauphiné libéré*

“NOUS NE SOMMES PAS À SURVEILLER EN PERMANENCE NOS PORTEFEUILLES. ET POURTANT, LA VIOLENCE PEUT FRAPPER PARTOUT ET TOUT LE TEMPS.”

après s'être fait « *fracasser la tête, pour rien* », par un cycliste alors qu'il courrait dans un parc à proximité de la mairie. Des agressions gratuites pour un regard. Des agressions crapuleuses

pour un « *bifton* » ou une montre qui brille. Denis Setboune, qui travaille dans le milieu associatif, en est témoin. Il a été contraint de faire dééménager sa mère de 90 ans qui vivait dans un quartier réputé calme de la ville pour Fréjus où vit son frère. « *Elle était systématiquement rackettée lorsqu'elle sortait faire son marché.* » Sur Twitter, le compte de la police de l'Isère, @PoliceNat38, relaie régulièrement des messages pour dissuader les habitants de sortir avec des bijoux afin de prévenir l'arrachage de colliers en ville, devenu monnaie courante.

La mort s'invite parfois. Le 29 juillet, Adrien Perez, un jeune garçon de 26 ans, a perdu la vie à la sortie d'une boîte de nuit de Meylan pour avoir ➤

voulu porter secours à un couple d'amis qui se faisait agresser. Ce qui a fait dire à Philippe Lepagnol, du syndicat Alliance Police nationale, que Grenoble était devenu une sorte de « *Chicago français* ». La formule a fait le buzz. Un rien exagérée. Destinée à frapper les esprits et réveiller les pouvoirs publics. Chicago, c'est deux homicides par jour. Mais la situation dramatique de cette ville de 165 000 habitants fait qu'elle n'a rien à envier à Marseille.

Plus de 90 tirs de balle recensés depuis janvier

Comment en est-on arrivé là ? En 2010, Nicolas Sarkozy, alors président, était venu au chevet de la ville pour promettre, dans le fameux discours de Grenoble, qu'il allait engager « *la guerre contre les trafiquants et les délinquants* ». « *Ce n'est pas un problème social, ce qui s'est passé, c'est un problème de truands, ce sont des valeurs qui sont en train de disparaître. Il faut marquer un coup d'arrêt* », déclarait-il déjà. À l'époque subsistait encore une volonté politique de régler le problème. Éric Piolle le minimise quand il ne le nie pas. La vidéosurveillance n'a pas été développée. Sur les 68 caméras que compte la ville, 40 sont en état de fonctionnement. Et quand ce ne sont pas les truands qui détruisent les éclairages publics pour être plus libres d'agir en toute impunité, c'est le maire qui, de manière aléatoire, plonge les quartiers dans le noir pour faire des économies de bouts de chandelle et sauver la planète. Les délinquants sont à la fête. « *À la mafia des Gitans et des ritals sont venus s'ajouter plein de petits groupes. De jeunes Maghrébins qui jouent aux caïds. Des familles de Roms, nous explique un policier. Chacun grignote des petits bouts de la ville.* » Parfois il y a des frictions pour un coin de rue. Une guerre de territoires qui se règle à la kalach entre gangs. Les forces de l'ordre ont recensé plus de 90 tirs de balle depuis janvier.



« *C'est open bar partout* », résume un autre, en écho aux propos de Jean-Yves Coquillat, procureur de la République de Grenoble, qui tirait la sonnette d'alarme en juillet dernier, confessant : « *Je n'ai jamais vu une ville de cette taille aussi pourrie et gangrenée par le trafic de drogue.* » « *Aucun quartier n'est épargné. Il suffit de secouer une poubelle pour trouver des stups* », observe Valérie Mourier, secrétaire départementale du syndicat Alliance Police nationale.

L'hypercentre n'échappe pas à la violence. Philippe Taylor, un grand gaillard d'origine écossaise, bâti comme une barrique de whisky, achète avec son fils une petite affaire à proximité de la chambre de commerce et d'industrie de Grenoble et d'un complexe cinéma. L'emplacement semble

idéal. C'est compter sans les petits trafiquants qui dealent devant leur vitrine. Menaces, intimidations, vitres cassées, agression au couteau. Taylor

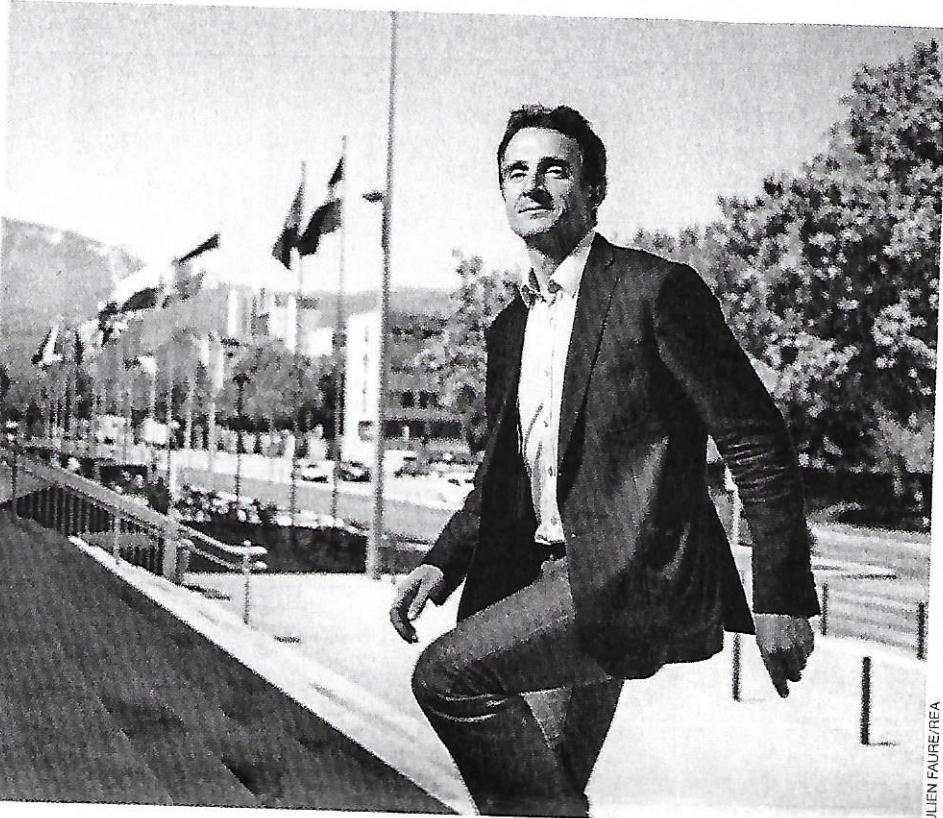
VERBATIM

“ÉRIC PIOLLE EST LE PLUS MAUVAIS MAIRE DE FRANCE. SI QUELQU'UN PEUT ME DÉMONTRE LE CONTRAIRE, JE SUIS PRÊT À FAIRE AMENDE HONORABLE ET RECONNAÎTRE QU'IL N'EST QUE LE DEUXIÈME PLUS MAUVAIS MAIRE DE FRANCE.”

Alain Carignon, ancien maire de Grenoble.

Laxisme. Éric Piolle, le maire écologiste de Grenoble, refuse de demander l'expulsion des squatteurs qui occupent depuis trois ans le "38", un bien de la ville (page de gauche).

FRANCE / LA NOUVELLE HYPERVIOLENCE



JULIEN FAURE/REA

ne plie pas et décide avec son fils de résister. Ils dorment dans leur restaurant pour veiller sur leurs murs. Une nuit, les trafiquants poussent à 4h30 une poubelle en feu contre l'*Indochina*. Les 110 000 euros qu'ils avaient investis partent en fumée. En décembre 2017, c'est un essieu de sa voiture qui est sectionné. Il perd une roue à 110 kilomètres-heure sur l'autoroute entre Grenoble et Bourgoin-Jallieu. La Mairie promet de leur venir en aide. Mais en réalité, « *le problème, c'était nous* », affirme aujourd'hui Taylor. Pour que le problème cesse pour la municipalité, il fallait que nous partions ». Abandonnés des pouvoirs publics. Exilés de l'intérieur. Citoyens de seconde zone.

Pour échapper à cette violence et ne pas risquer un coup de cutter ou de couteau à proximité de la place de deal, les étudiants, nombreux dans cette ville universitaire, adoptent ce qu'ils décrivent eux-mêmes comme « *des stratégies d'évitement* » pour

continuer à sortir le soir. « *On contourne certains quartiers, quitte à se rajouter des kilomètres* », nous confie l'un d'eux à la terrasse du *Verre à Soi*, un bar à vin branché de la ville. Ces secteurs, touchés par les trafics, dépriment. Les magasins ferment tandis que les baux à céder ne trouvent pas preneur. Les propriétaires voient leur bien se déprécier.

Les dealers recrutent leurs guetteurs sur Facebook et Snapchat

Mais la cité du Mistral, véritable supermarché de la dope, et celles de La Villeneuve et de L'Arlequin décrochent la palme de l'hyperviolence. Ici, les dealers se sentent tellement puissants qu'ils n'hésitent plus à défier les forces de l'ordre. À la violence verbale s'ajoute la violence physique. Les menaces de mort. À La Villeneuve, une bouche d'égout a fracassé le pare-brise d'une patrouille. « *Avant, raconte Valérie Mourier, ils se contentaient d'insultes, tournaient en scooter, mais restaient*

à distance. Aujourd'hui, ils nous encerclent, viennent au contact, foncent sur nous. Au point qu'un policier s'est fait fracasser une bouteille sur la tête. » Surtout, ces délinquants sont de plus en plus jeunes. Le nombre de mineurs connus des services de police a explosé. Ils ne respectent plus rien. Ils ont incendié le collège Lucie-Aubrac. Mis le feu à une piscine de quartier. Place des Géants, des petits caïds qui ont à peine trois poils sous le nez vous toisent pour bien signifier qu'ils sont les maîtres. Impossible de songer à faire une tournée de maraude avec des médiateurs à la nuit tombée. Les gamins qui tiennent les cages d'escalier, squatteurs les parkings ne tolèrent que les têtes connues. Ici, les pompiers interviennent accompagnés de la Bac ; les infirmières renoncent souvent à faire des soins à domicile et les pizzerias ne livrent pas dans certaines barres d'immeubles. L'État de droit a déserté. Un autre droit s'est imposé. Celui du plus fort.

La Police nationale, elle-même, l'admet. Les délinquants mettent beaucoup moins de temps à occuper le terrain qu'eux à le reconquérir. « *Quand ils mettent quinze jours pour mettre un quartier sous leur coupe, installer leur place de deal, il nous faut entre sept et huit mois pour espérer reprendre la main* », explique Yannick Biancheri. *Eux, c'est le PSG et nous, c'est Nîmes. On joue sur le même terrain, mais pas avec les mêmes moyens humains et financiers.* » Signe de l'impunité et du sentiment de toute-puissance dont ils jouissent, les délinquants n'hésitent même plus à lancer des campagnes de recrutement sur Facebook et Snapchat pour enrôler de nouveaux guetteurs. L'endroit pour les « choufs » est même renseigné, carte à l'appui. À l'inverse, la police nationale peine à embaucher. À ce jour, 33 postes budgétés ne sont pas pourvus. ●

De notre envoyé spécial
à Grenoble, Raphaël Stainville

→